




LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE TRAVAILLEUSES EN COURS D'EFFACEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL

JUIN 2026

La Commission des Femmes
Conseil national de la Résistance iranienne

-  wncri.org/fr
-  [@CNRIfemmes](https://twitter.com/CNRIfemmes)
-  [@CNRIfemmes](https://www.facebook.com/CNRIfemmes)

La nouvelle génération de travailleuses en cours d'effacement du marché du travail

Derrière les indicateurs macroéconomiques et les statistiques froides du marché du travail se cache la réalité douloureuse de millions de femmes créatives, éduquées et pleines d'espoir. Leur droit fondamental à une identité professionnelle indépendante et à l'autonomie financière a été pillé par les lois fondamentalistes des mollahs au pouvoir.

Le fascisme religieux régnant a transformé le droit à l'emploi, d'un droit humain fondamental en un outil d'oppression. Ce régime misogyne [cherche délibérément à purger les femmes](#) de la vie publique et professionnelle en confinant par la force la population féminine active à la sphère domestique. Les dernières données officielles mettent à nu l'effacement systématique des travailleuses iraniennes, prises au piège entre l'étau de la pauvreté et une inflation galopante.



1

Chute historique de la participation : la disparition silencieuse des femmes de la population active

Le taux national de participation économique a chuté sous la barre des 40 % en 2026, marquant son niveau le plus bas en une décennie. (Selon l'agence ILNA, 27 juin 2026).

Avec cet effondrement sans précédent, l'Iran se classe désormais parmi les pays ayant les taux de participation les plus bas au monde. 61 % de la population en âge de travailler ne joue effectivement aucun rôle dans le produit intérieur brut, faisant peser le fardeau de sa subsistance sur les épaules d'une minorité d'actifs.

Cependant, la véritable catastrophe se cache derrière le taux de chômage superficiel de 7,5 % affiché par le régime, un désastre que les médias ont qualifié de « récit du désespoir silencieux ». (Zoomon, 30 juin 2026).

L'analyse montre que si l'emploi masculin a augmenté de 228 000 postes au cours de l'année écoulée, le marché du travail a inversement été témoin de la disparition silencieuse et de l'effacement de près de 195 000 travailleuses iraniennes. Cela représente un record alarmant et une baisse massive, sans précédent depuis 2021. Ce déclin survient malgré une

augmentation de plus de 810 000 personnes au sein de la population en âge de travailler, alors que le nombre total de personnes employées à l'échelle nationale n'a progressé que de 34 000. En d'autres termes, pour 100 personnes s'ajoutant à la population en âge de travailler, seules quatre environ ont intégré la population active, ce qui signifie que le moteur de création d'emplois de l'économie est effectivement à l'arrêt. (Journal Jahan-e Sanat, 30 juin 2026).



2 Le chômage caché : la tactique derrière le retrait systématique des femmes des données du travail

Selon Zahra Karimi, professeure d'économie à l'université du Mazandéran, le taux de participation économique des femmes a subi une baisse spectaculaire de 5 % en seulement une année, tombant au chiffre frappant de 12 %. Cette catastrophe récurrente reflète la manière dont le régime utilise le « chômage caché » comme un outil pour exclure systématiquement les femmes licenciées du dénominateur de ses calculs statistiques. (Jahan-e Sanat, 30 juin 2026).

Les données statistiques révèlent que si le nombre de femmes cherchant activement un emploi n'a augmenté que de 4 600, près de 190 000 femmes ont à l'inverse quitté totalement le marché du travail. Ces femmes ont été effectivement reclassées sous la catégorie « femme au foyer » afin de manipuler et d'orienter les statistiques officielles. (Zoomon, 30 juin 2026).

Karimi souligne que, dans la structure masculine du marché du travail, les femmes sont les premières victimes des réductions d'effectifs des entreprises. Au milieu de chocs économiques sévères, de coupures d'électricité massives en été, de ruptures d'approvisionnement en gaz impactant les industries et de la fermeture forcée d'entreprises, au moins 150 000 assurés principaux ont perdu leur emploi. Les femmes licenciées lors de ces vagues successives sont immédiatement reclassées dans les systèmes statistiques sous des rubriques telles que « femme au foyer » ou « étudiante » pour garantir que le taux de chômage officiel ne montre aucun changement significatif. (ILNA, 27 juin 2026).

Ce mécanisme trompeur gonfle artificiellement la population économiquement inactive, brisant complètement la sécurité d'emploi de nombreuses travailleuses iraniennes. En revanche, les hommes au chômage sont contraints par nécessité d'accepter n'importe quel

travail disponible, comme la vente ambulante ou les services de transport privé, et ne peuvent donc pas être catégorisés comme « inactifs ». (Jahan-e Sanat, 30 juin 2026).

Une analyse des statistiques trimestrielles révèle qu'à la suite de l'application de restrictions sévères d'Internet, les chiffres de l'emploi féminin ont chuté à leurs niveaux les plus bas depuis 2017. En coupant l'accès à Internet, le régime a tranché la ligne de vie des commerces virtuels. Par conséquent, le secteur des services, traditionnellement un refuge primaire pour l'emploi féminin qui affichait une croissance régulière depuis 2021, a vu le départ de plus de 65 000 femmes. Cette situation s'est avérée encore plus catastrophique dans les secteurs industriels et manufacturiers en raison des crises structurelles, où environ 109 000 travailleuses iraniennes ont soit perdu leur emploi, soit été forcées de quitter la vie active. (Zoomon, 30 juin 2026).

Au-delà de [l'impact destructeur des coupures d'Internet](#) sur l'espace numérique, la récession économique actuelle, combinée aux interruptions généralisées d'électricité et de gaz pour les entreprises de production et à la fermeture forcée de parcs industriels, a gravement paralysé la capacité manufacturière du pays et poussé la demande de main-d'œuvre dans une impasse. Cette crise structurelle, piégée sous un taux d'inflation annuel de 62 % et une inflation en glissement annuel dépassant le seuil des 100 % dans les provinces marginalisées, a brisé les moyens de subsistance des ménages à faibles revenus. En déclenchant une inflation galopante à trois chiffres sur les produits de première nécessité, cette pression économique a poussé les familles vulnérables, et particulièrement les travailleuses iraniennes de l'économie informelle, vers le travail journalier pour leur simple survie. (ILNA, 27 juin 2026).

3

Dans ce contexte d'effondrement des moyens de subsistance, un terrain fertile pour une double exploitation a émergé avec l'offre de salaires insultants de 10 millions de tomans, qui ne couvrent même pas les dépenses de base du foyer. Particulièrement dans les provinces et les petites villes, lorsque les femmes en quête d'emploi font face à une offre salariale de 10 millions de tomans, elles choisissent plutôt le confinement domestique forcé, compte tenu de l'insuffisance du salaire face aux coûts exorbitants des transports et de la garde d'enfants. (Jahan-e Sanat, 30 juin 2026).



Selon les données disponibles, 74 % des demandeurs d'emploi ont été contraints de réduire radicalement leurs dépenses de vie courante. Cette inadéquation des salaires cible directement la viabilité économique de nombreuses travailleuses iraniennes, les poussant malgré elles à rester à la maison. D'après cette enquête, 66 % des demandeurs d'emploi se

plaignent d'une grave pénurie d'emplois de qualité et d'un manque de stabilité économique, 43 % nécessitent un soutien financier ou des prêts, et 30 % ont déclaré que pour réintégrer le marché du travail, ils ont principalement besoin d'une formation professionnelle et d'un développement de leurs compétences. (Rapport de la plateforme Job Vision, 27 juin 2026).

Ambitions brisées : taux de chômage critiques pour les diplômées iraniennes

Les femmes diplômées de l'université sont les premières victimes de ce système misogyne. Le [taux de chômage des jeunes femmes](#) a bondi au chiffre choquant de 32,2 %, les [diplômées de l'enseignement supérieur](#) représentant 63,5 % de l'ensemble des femmes au chômage dans le pays. Cela représente un gaspillage délibéré des aspirations et du capital humain de la moitié de la société par le fascisme religieux au pouvoir. Pendant ce temps, le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a atteint 20,3 %, soit plus de deux fois et demie la moyenne nationale, et s'élève à 15 % pour la tranche d'âge des 18 à 35 ans. (Jahan-e Sanat, 30 juin 2026).

Cette classe moyenne instruite et semi-qualifiée fait face à un vide structurel : les postes à bas salaires dans les secteurs traditionnels ne leur sont pas aussi accessibles qu'à la main-d'œuvre non qualifiée, et leurs qualifications ne correspondent pas à la réalité des salaires dérisoires du marché. En raison de ces aspirations bloquées, 30 % des demandeurs d'emploi se sont tournés vers l'apprentissage de nouvelles compétences pour s'adapter, tandis que 17 % considèrent l'émigration comme leur seule voie de survie. En conséquence, la longue file d'attente des professionnelles spécialisées et des travailleuses iraniennes cherchant à quitter le pays s'allonge de jour en jour. (ILNA, 27 juin 2026).

4



Double exploitation dans les champs : pousser les femmes vers une économie informelle fragile

La pression de la pauvreté et l'effondrement des modèles traditionnels de subsistance ont poussé une nouvelle génération de femmes vers des emplois hautement précaires, payés à la journée et sans contrat. Dans les régions marginalisées comme le Kurdistan, [les travailleuses](#)

[agricoles saisonnières](#), allant de jeunes filles de 13 ans à des femmes de 60 ans, endurent un labeur exténuant de plantation et de récolte sous un soleil brûlant dès 5 h 00 du matin.

En 2026, ces travailleuses saisonnières reçoivent un salaire quotidien de seulement 800 000 tomans pour une journée complète de cueillette de fraises, un montant équivalent au prix d'un seul bidon d'huile de cuisson de cinq kilogrammes. Cette situation représente l'intersection brute de l'exploitation sur le lieu de travail et de l'oppression domestique : après avoir terminé leurs quarts de travail épuisants, ces femmes doivent rentrer chez elles pour commencer une seconde journée, non rémunérée, de cuisine et de ménage.

Pendant ce temps, dans les grandes villes, le phénomène des « réductions d'effectifs sexistes » et l'érosion de l'emploi formel ont poussé les femmes vers le secteur informel et des services fragiles à faible résilience. Selon les données officielles, plus de 50 % de l'emploi féminin est concentré dans les micro-services, le secteur le plus durement touché par la récession économique. Cette concentration menace directement la sécurité de la moitié de la population féminine active en Iran.

Aujourd'hui, la présence généralisée des femmes dans des métiers tels que chauffeurs de VTC, vendeuses ambulantes et vendeuses en ligne à domicile n'est pas un signe de diversité de carrière, mais plutôt une fuite désespérée face à la pauvreté absolue. Cette tendance est particulièrement marquée dans un système où [l'écart salarial entre les sexes](#) est estimé à près de 40 %. Au sein de l'économie informelle, cette discrimination approfondit et accélère le cycle de la pauvreté. (Jahan-e Sanat, 30 juin 2026).

5



Femmes chefs de famille : supporter le poids de la pauvreté urbaine et de l'exclusion systématique

Au milieu de cette crise, le coup le plus lourd est tombé sur les [ménages dirigés par des femmes](#), une catégorie démographique estimée entre 3,5 et 6,5 millions d'individus, représentant environ 14 % de l'ensemble des chefs de famille, la vaste majorité étant piégée dans les déciles de revenus les plus bas. Ces femmes font face à trois leviers simultanés d'oppression économique : la hausse continue et vertigineuse des coûts du logement et de l'alimentation, des restrictions discriminatoires sévères dans l'accès à un emploi formel et assuré, et une absence totale d'accès au capital, aux prêts et aux réseaux de soutien social.

Pour cette population vulnérable, intégrer le marché informel en tant que vendeuses ambulantes n'est pas un choix, mais une question de pure survie au sein d'un système qui reproduit et renforce délibérément l'inégalité de genre pendant les crises pour maintenir un segment critique de travailleuses iraniennes marginalisé et sous le seuil de pauvreté. (Eqtesadnews, 26 juin 2026).

Le départ soudain de centaines de milliers de femmes du marché du travail et la chute brutale de leur taux de participation à 12 % pointent vers un effacement systématique et une privation intentionnelle de droits. En coupant les moyens de subsistance en ligne et en tirant vers le bas la valeur du travail féminin, ce régime cherche activement à pousser une nouvelle génération de femmes vers les marges de la société et vers un confinement domestique forcé.

Cependant, la reconquête des droits violés des travailleuses iraniennes et le démantèlement de cette barrière de discrimination ne seront accomplis qu'en renversant ce régime misogyne et en réalisant une charte de liberté véritable et d'égalité absolue entre les genres.